



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 100 – 2 FEVRIER 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**KENYA : LES TARIFS DE FRET DE LA LIGNE A ECARTEMENT STANDARD ENTRE MOMBASA ET NAIROBI DIMINUENT DE MOITIE POUR TROIS MOIS**

**LANCEMENT DU MARCHÉ UNIQUE DU TRANSPORT AÉRIEN**

**ZAMBIE : AUGMENTATION DE L'INFLATION A +6,2 % EN JANVIER**

**NAMIBIE : AUGMENTATION DE LA DETTE PUBLIQUE A +46,9 % EN 2017**

**AFRIQUE DU SUD : LÉGERE HAUSSE DE L'INFLATION A +4,7 % EN G.A EN DECEMBRE**

**LE GOUVERNEMENT GHANEEN SIGNE UN CONTRAT D'EXPLORATION AVEC EXXON MOBIL**

**ETHIOPIE : DEMARRAGE DU PROJET DE GAZ NATUREL DANS L'OGADEN**

**L'ANGOLA PREVOIT DE REHABILITER 6 000 KM DE ROUTES, SUR LES 26 000 KM DU PAYS**

**TCHAD : LÉGER REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT TCHADIEN**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Afrique du Sud : légère hausse de l'inflation à +4,7 % en g.a en décembre

En décembre, le taux d'inflation s'est élevé à +4,7 % en g.a., portant la hausse moyenne des prix à +5,3 % sur l'année 2017 (contre +6,4 % en 2016 et une prévision du FMI à +5,4 %). Pour le 9<sup>ème</sup> mois consécutif, l'inflation se situe en-deçà de la limite haute de la cible visée par la Banque centrale (3-6 %) après avoir été en dehors pendant 7 mois de suite. En rythme mensuel, les prix ont crû de +0,5 % en décembre après +0,1 % en novembre. Cette augmentation est majoritairement due à la hausse des prix du pétrole le mois dernier (+4,2 % en rythme mensuel soit une contribution de 0,2 point de pourcentage).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mozambique : l'Autorité fiscale (AT) collecte plus de 3 Md EUR dépassant de 8,5 % son objectif de collecte en 2017

Le montant collecté correspond à une recette brute de 202,2 Md MZN, au-dessus de sa prévision initiale de 186,3 Md MZN. La stabilité politique, la relance de l'activité de l'industrie extractive grâce à l'augmentation des cours des matières premières, la bonne performance économique de quelques secteurs et une meilleure collecte de la taxe d'accise ont contribué grandement à cette performance fiscale. L'Autorité fiscale indique que ce montant n'inclut pas les 352,7 M USD de l'impôt sur les plus-values (soit 288 M EUR) payé par la multinationale ENI correspondant à vente de ses participations à Exxon Mobil, sur le bloc 4 du bassin du Rovuma.

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Namibie : augmentation de la dette publique à +46,9 % en 2017

La dette publique namibienne a atteint +46,9 % du PIB en 2017 (contre 41 % en 2016), tandis que le déficit budgétaire a chuté à 3,6 % contre 6,3 % l'année précédente, selon un rapport de l'African Development Bank (AfDB).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zambie : augmentation de l'inflation à +6,2 % en janvier

En janvier, le taux d'inflation a augmenté à +6,2 % en g.a après +6,1 % en décembre dernier. En rythme mensuel, les prix ont augmenté de +1 % en janvier (+0,7 % en décembre). Selon le FMI, l'inflation est attendue à +7,4 % en moyenne cette année (stabilisation du kwacha face à l'USD, effet de l'arrêt du resserrement monétaire).

✉ [mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr](mailto:mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zimbabwe : baisse des prévisions de croissance de la Banque Mondiale à +0,9 % pour 2018

La Banque Mondiale a revu à la baisse sa projection de croissance du Zimbabwe pour 2018, estimée à +1,8 % en juin 2017 et désormais à +0,9 %, un niveau bien inférieur aux prévisions de croissance pour l'Afrique sub-saharienne (+3,2 %). En 2017, la croissance s'est élevée à +2,8 % selon la Banque Mondiale et +3,4% selon l'Investment Professionals Association of Zimbabwe (IPAZ).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Lancement du marché unique du transport aérien

Le Marché unique africain du transport aérien (Saاتم) a été lancé par la commission de l'Union africaine (UA) lors du 30<sup>ème</sup> sommet des chefs d'Etat de l'UA. Premier projet phare de l'Agenda 2063, il marque une étape importante dans la mise en œuvre de la Déclaration de Yamoussoukro, adoptée en 1999, afin de permettre une libéralisation complète de l'accès au marché entre les États africains, le libre exercice des droits de trafic, l'élimination des restrictions à la propriété et la libéralisation des fréquences, tarifs et capacités. L'industrie aéronautique représente actuellement 8 M d'emplois en Afrique, le Saاتم prévoit la création de 300 000 emplois directs supplémentaires et de 2 M d'emplois indirects.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

### ▼ La SFI investit 9 M USD pour le financement de l'habitat en Afrique de l'Ouest

La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale a investi 9 M USD dans l'achat d'obligations sur 12 ans émises par la Caisse régionale de refinancement hypothécaire de l'UEMOA (CRRH-UEMOA). L'investissement permettra d'accroître les ressources à hauteur de 500 M USD (402 M EUR) pour financer l'habitat dans les pays de l'UEMOA au cours des quatre prochaines années. Pour mémoire, la CRRH, offre des solutions de refinancement hypothécaire aux banques des pays de l'UEMOA. Elle a facilité le refinancement de plus de 8000 prêts à l'habitat depuis son lancement en 2012. Le déficit de logements en zone UEMOA est estimé à environ 3,5 M d'unités.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Facilitation des échanges au poste de frontière de Cinkansé (Togo - Burkina Faso)

Sur demande de la Commission de l'UEMOA, un projet d'interconnexion des systèmes informatiques douaniers est en cours d'implémentation entre les postes de douane togolais et burkinabé de Cinkansé. Le financement provient de l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) qui octroie une subvention de 200 M FCFA (305 000 EUR) par pays. Le temps de passage à la frontière devrait être réduit, et passer de 2-3 jours actuellement à 1-2 heures.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Lancement du Marché unique aérien africain

L'Union Africaine a lancé le 28 janvier le processus de mise en place du Marché unique du transport aérien en Afrique (MUTAA). Son lancement intervient près de vingt ans de l'accord de Yamoussoukro pour un ciel ouvert datant de 1999. A l'époque, 44 pays africains s'étaient mis d'accord sur cinq grands principes, parmi lesquels le respect des normes internationales de sécurité et l'exercice du droit de cinquième liberté, mais de nombreux pays avaient refusé de signer l'accord. Aujourd'hui, 23 pays ont été invités à mettre en œuvre un certain nombre d'étapes pour assurer la pleine mise en œuvre de l'accord de Yamoussoukro, condition initiale à la mise en place du marché unique. Les États qui ont signé l'engagement solennel représentent plus de 80% du trafic intra-africain.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Perspectives économiques africaines 2018 de la BAD

La Banque Africaine de Développement (BAD) a présenté à Addis-Abeba son rapport annuel sur les perspectives économiques 2018 en Afrique consacré aux infrastructures et leur financement. Ce rapport insiste sur la résilience des économies africaines en 2017 dont la croissance s'est élevée à 3,6 % et devrait s'accroître à 4,1 % en 2018 et 2019. Mais cette croissance n'est pas inclusive et génère des créations d'emplois insuffisantes pour réduire la pauvreté. En matière d'infrastructures, les besoins en investissements sont estimés entre 130 et 170 Mds USD par an et les auteurs du rapport estiment que l'épargne excédentaire des pays avancés pourrait être utilisée pour financer des projets d'infrastructures rentables en Afrique. La totalité du rapport est téléchargeable [ici](#).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

## CONJONCTURE

---

### ▼ La Banque centrale ghanéenne maintient son taux directeur à 20 %

La Banque centrale du Ghana (BoG) a décidé de maintenir son taux directeur à 20 %. La BoG justifie son choix par les pressions à la hausse sur les prix constatées aux mois de novembre (+100 pdb) et décembre (+100 pdb). Selon l'institution, l'atteinte des objectifs d'inflation pour 2018 et à moyen-long terme nécessitent un maintien, pour l'heure, du taux directeur. La hausse des prix des biens alimentaires et du pétrole feront l'objet d'une vigilance accrue de la part de la Banque centrale. Pour rappel, la politique monétaire de la BoG lui a permis d'atteindre ses objectifs d'inflation pour 2017, la faisant reculer de 17,5 % à 11,8 % en un an.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : le commerce extérieur et la balance des paiements excédentaires en 2017

La Banque centrale ghanéenne (BoG) a annoncé que les comptes nationaux du commerce extérieur et de la balance des paiements auraient été excédentaires en 2017. L'excédent commercial aurait atteint 1,1 Md USD (2,3 % du PIB), après un déficit de 1,8 Md USD en 2016 (4,2 % du PIB). Les recettes exportatrices seraient essentiellement liées au commerce du pétrole, de l'or et du cacao. A cela s'ajoute un solde des flux financiers positif qui atteindrait 3 Mds USD (6,6 % du PIB). La balance des paiements serait ainsi excédentaire de 1,1 Md USD (2,4 % du PIB) après un surplus de 247 M USD en 2016. Grâce à ces flux, les réserves en devises de la BoG s'élèveraient à 4,3 mois d'importations, au-delà du minimum requis des 3 mois.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : le FMI annonce dans son rapport une dette de plus de 2 000 Mds FCFA due par des entreprises publiques

Cette dette se chiffre à 2 262,7 Mds FCFA soit 17 % du PIB en 2016, contre 4 % en 2015. Selon le FMI, cette augmentation s'explique par une hausse de 290 % de la dette de la Société nationale de raffinage (Sonara). La dette à court terme, qui représente 6 % du PIB, est détenue près des trois quarts par seulement quatre entreprises : Sonara, Camtel, le Chantier naval et industriel du Cameroun et le Port autonome de Douala.

Par ailleurs, dans ce même rapport, le FMI révèle sans les nommer que 18 entreprises publiques sont financièrement à risque, avec 14 jugées extrêmement peu rentables et 4 peu rentables.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : les mouvements sociaux se poursuivent

La plateforme syndicale composée de l'Union des Syndicats du Tchad (UST), du Syndicat National des Enseignants et Chercheurs du Supérieur (SYNECS) et de la Confédération Intersyndicale du Tchad (CIST) a lancé ce lundi 29 janvier un appel à la grève illimitée sur tout le territoire. Le gouvernement a en effet réalisé une coupe de 50 % sur tous les compléments de salaires des agents de l'Etat, ce qui correspondrait à une perte d'un tiers de leurs revenus. L'objectif revendiqué par le gouvernement est de redresser les finances publiques en maîtrisant la masse salariale. Ces mesures s'ajoutent à la hausse des prix des carburants ou encore des frais de réinscription à l'université qui induisent une augmentation générale du coût de la vie dans le pays.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Burundi : hausse de 22,3 % du déficit commercial à fin septembre 2017

Exprimé en glissement annuel, le déficit commercial burundais a augmenté de 22,3 % entre janvier et septembre 2017 pour atteindre 449 M USD (791,1 Mds BIF). Rapporté au PIB annuel tel qu'estimé par le FMI, cela représente un déficit commercial équivalent à 13,2 % du PIB sur les neuf premiers mois de l'année. Si les exportations ont crû de 12,3 % pour atteindre 98 M USD (174 Mds BIF, 2,9 % du PIB), les importations ont atteint 548 M USD (965,2 Mds BIF, 16,1 % du PIB), soit une hausse de 20,4 % par rapport à 2016.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : succès mitigé de l'émission obligataire pour les infrastructures

L'émission obligataire émise le 16 janvier d'un montant de 390 M USD (40 Mds KES), sur quinze ans et assorti d'un coupon de 12,5 % a été clôturée le 24 janvier. Si le montant total proposé par les investisseurs a atteint 545 M USD (55,8 Mds KES), seuls 48,9 M USD (5 Mds KES) ont été acceptés par la Banque centrale. D'après les analystes, les autorités auraient refusé plus de 90 % du montant proposé en raison du coût assorti jugé trop élevé, 13,0 % en moyenne. Le taux moyen accepté par les autorités est de 12,5 %. Une seconde émission obligataire disposant des mêmes caractéristiques devrait prochainement avoir lieu.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : croissance du PIB de 4,2 % en 2018 selon la Banque africaine de développement

C'est ce qui ressort de son dernier rapport sur les Perspectives économiques en Afrique. La BAD anticipe pour Maurice un taux de croissance de 4,2 % en 2018 et de 4,3 % en 2019 contre une estimation de l'ordre de 4,0 % en 2017. Selon la Banque, les taux de croissance supérieurs pour 2018 et 2019 se justifient en raison de la reprise de l'investissement public dans les grands projets d'infrastructures, un essor du tourisme et par l'augmentation de la demande extérieure découlant de la croissance régionale et mondiale. En revanche, la Banque estime que l'augmentation des prix de l'énergie et des produits alimentaires devrait avoir un impact négatif sur le solde courant et accentuer les pressions inflationnistes avec un taux d'inflation attendu à 5,0 % en 2018.

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Ouganda : augmentation des exportations de produits manufacturés vers la sous-région**

Les exportations de produits manufacturés ougandais vers la sous-région est-africaine seraient en forte augmentation d'après le Conseil ougandais de la promotion des exportations. Son directeur a souligné lors de la deuxième conférence annuelle des exportateurs que les exportations manufacturées vers la région étaient passées de 10 M USD à 1 Md USD en 2017, et que les autorités souhaitent développer les exportations autres qu'agro-alimentaires.

✉ [hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr](mailto:hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Tanzanie : plus de 2 Mds USD de recettes touristiques en 2017**

Selon le rapport économique de décembre 2017 de la Banque de Tanzanie (BoT), les recettes issues du tourisme ont atteint 2,2 Mds USD en novembre 2017, soit une augmentation de 2,6 % par rapport à la même période l'année précédente, avec un nombre des touristes atteignant 1,42 millions. Pour renforcer ce secteur et son attractivité, le ministre des Ressources Naturelles et du Tourisme, Dr. Kigwangala, a mis en place un comité spécifique qui assurera la promotion de la destination, le National Destination Tanzania Branding Committee. Ce comité est composé de 21 membres issus d'institutions gouvernementales et du secteur privé.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ Nigéria : inquiétudes sur la palettisation des marchandises

Le directeur général de la Chambre de commerce et d'industrie de Lagos (LCCI), Muda Yusuf, estime que tous les cargos à containers ne sont pas aménageables pour l'accueil de palettes, et que la sous-utilisation de l'espace de ces containers conduirait à un accroissement des coûts. Pour rappel, la régulation qui stipule l'utilisation obligatoire de palettes pour le transport de marchandises est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018 pour pallier au manque d'efficacité du contrôle de marchandises dans les ports et afin de s'aligner sur les normes internationales. La profession craint notamment une éviction du trafic portuaire (jusqu'à 40 %) de Lagos au profit des ports voisins (Cotonou, Accra...).

✉ [perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr](mailto:perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Cameroun : un compte séquestre ouvert à la Banque centrale pour garantir le remboursement des crédits de TVA aux entreprises

Selon le Ministre des Finances, l'approvisionnement du compte se fera de façon automatique tous les mois, conformément à la réglementation qui prévoit que les remboursements de crédits de TVA interviennent dans un délai de deux mois. Cette disposition réglementaire était jusqu'ici très rarement respectée par l'Etat, ce qui a donné lieu à une accumulation importante d'arriérés de TVA pendant plusieurs années. En 2017, le Trésor public a ainsi pu rembourser 82 Mds FCFA aux entreprises, contre seulement 56 Mds FCFA en 2016.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le Congo-Brazzaville se dote d'un guide électronique de l'investissement

Le guide électronique de l'investissement au Congo-Brazzaville a été élaboré par l'Agence pour la promotion des investissements (API), avec l'appui de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced) et de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA). Cette plateforme virtuelle, conçue pour vulgariser la panoplie de textes liés à l'investissement en République du Congo, publie des informations sur l'environnement des affaires, notamment les démarches pour créer son entreprise, les renseignements sur le système foncier, douanier et fiscal ainsi que les mesures incitatives à l'investissement.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Niger : projet Initiatives pour le développement de l'entreprise

L'Italie, à travers l'Organisation internationale pour la migration (OIM), s'engage à financer à hauteur de 3,3 M EUR, le projet "Initiative pour le développement de l'entreprise (IDE)". D'une durée de trois ans, le projet va couvrir les régions de Tahoua, Zinder et Niamey et vise à augmenter les opportunités économiques des jeunes nigériens pour faciliter leur insertion sur le marché du travail. Ce programme fournira un appui à 40 entreprises existantes et appuiera également 360 jeunes dans la construction de leur projet entrepreneurial.

✉ [cossuc@afd.fr](mailto:cossuc@afd.fr)

### ▼ Kenya : annonce de la composition du gouvernement

Le Président Uhuru Kenyatta a finalisé la composition du gouvernement et annoncé la répartition des portefeuilles ministériels vendredi 26 janvier. Najib Balala, James Macharia, Adan Mohamed et Henry Rotich demeurent respectivement ministre du Tourisme, ministre des Transports, ministre de l'Industrie et ministre des Finances. Parmi les nouvelles attributions, le portefeuille de l'Agriculture est confié à Mwangi Kiunjuri, l'Environnement à Keriako Tobiko, les Mines et le Pétrole à John Munyes et l'Eau et l'Irrigation à Simon Cherugi.d

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Tanzanie : contestation du nouveau projet de loi sur le foncier

Le projet de loi sur le foncier n °5 de 2017 en cours de lecture au Parlement tanzanien est contesté par le secteur privé et l'opposition. La principale raison invoquée par ceux-ci est le manque de participation de toutes les parties prenantes dans la préparation du texte de loi. En effet, le texte contesté introduit les nouveaux articles 120A, 120B et 120C dans le texte de la loi foncière n° 4 de 1999, selon lesquels tous les emprunts bancaires adossés à des collatéraux fonciers, non ou insuffisamment mis en valeur, devront obligatoirement être mobilisés par la mise en valeur de ces terres, le manquement à cette obligation entraînant la révocation du titre d'occupation par les pouvoirs publics.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Seychelles : n°1 en Afrique pour la qualité de ses infrastructures selon la Banque africaine de développement

C'est ce qui ressort de l'Indice de développement des infrastructures en Afrique (AIDI) publié par la BAD dans son rapport sur les perspectives économiques en Afrique pour l'année 2018. À en croire la banque, les Seychelles récoltent environ 96 points sur 100 et sont suivies par la Tunisie, l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Maroc et l'île Maurice (ces deux derniers pays totalisent 92 points sur 100). Pour la Banque, il existe une forte corrélation entre l'accès à l'emploi et la qualité des ceux-ci et l'indice des infrastructures, ce qui donne à penser que l'amélioration des infrastructures renforce l'inclusivité de la croissance.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Le Nigéria souhaite monter en puissance au sein de la BAfD

La Banque africaine de développement (BAfD) a inauguré le 18 janvier son nouveau bureau à Abuja. A cette occasion, la ministre des Finances, Kemi Adeosun, a officiellement sollicité l'obtention du siège régional de l'institution. Le Nigéria constitue déjà le plus important portefeuille de projet de l'institution sur le continent, avec un investissement total de 6 Mds USD répartis sur 73 programmes. Pour rappel, le Président de la BAfD depuis 2015 est le nigérian Akinwunmi Adesina, précédemment ministre de l'Agriculture du Nigéria.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le gouvernement ghanéen se prépare à lever la seconde tranche de l'Energy Bond

Dans le but d'apurer les dettes financières des entreprises publiques issues du secteur de l'énergie (ECG, TOR, VRA), le gouvernement se prépare à lever la seconde tranche d'une obligation baptisée Energy Bond, d'une valeur de 6 Mds GHC (1,36 Md USD). La première tranche émise de 6 Mds GHC avait connu un résultat en demi-teinte en novembre 2017. Seuls 4,69 Mds USD (1,07 Md USD) GHC avaient été levés et ce, à des taux d'intérêt supérieurs aux anticipations du gouvernement (19 % à 7 ans et 19,5 % à 10 ans). L'absence de clarification entourant les garanties de remboursement de l'obligation et les divergences de vue sur le caractère souverain du bond avaient alors contribué à alimenter l'incertitude parmi les investisseurs.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Congo-Brazzaville : des entreprises françaises et un belge en lice pour le projet d'extension du réseau d'eau potable de Brazzaville

Les entreprises EIFFAGE, Denys (belge) et le groupement SGEC Congo/Razel sont en lice pour réaliser les travaux d'extension et de renouvellement du réseau de distribution d'eau potable à Brazzaville. Les soumissionnaires ont déposé leurs offres le 30 janvier. Ce projet est financé par l'AFD dans le cadre d'un prêt souverain de 100 M EUR octroyé en 2016 pour le programme d'investissements de la Société nationale de distribution d'eau (SNDE). Les travaux prévoient entre autres l'extension et la réhabilitation du réseau sur plus de 800 km dans Brazzaville et plus de 60 000 branchements supplémentaires.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : projet touristique de réhabilitation de la Cité des esclaves

Dans le cadre du projet touristique de réhabilitation de la Cité des esclaves, comprenant notamment la construction d'un parc aquatique naturel, la société belge Jan de Nul a été retenue pour construire une digue immergée de 4 km face à Ouidah (à 38 km à l'ouest de Cotonou). Le contrat dont l'enveloppe atteindrait 126 Mds FCFA (192 M EUR) s'appuie sur un financement de Rabobank KBC, dans le cadre du financement partiel du projet de protection de la côte, pour un montant de 114,7 MEUR.

✉ [pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Burkina Faso : un accord de coopération de 155 M EUR avec la Suède**

La Suède et le Burkina Faso ont signé un accord de coopération de 102 Mds FCFA (155 M EUR) visant à accompagner le gouvernement burkinabè dans la lutte contre la pauvreté et l'augmentation de la résilience des populations, notamment celles du nord du pays. Cet accord couvre la période 2018-2022 et concerne, entre autres, les domaines suivants : la démocratie, le genre, l'environnement et l'agriculture.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : 11,5 M EUR de la Banque mondiale pour la lutte contre la dégradation forestière**

La Banque mondiale, à travers son guichet AID (Association internationale de développement), vient d'approuver un financement de 11,5 M EUR pour aider le gouvernement ivoirien à lutter contre la dégradation des forêts. Cet appui permettra de soutenir une gestion durable des forêts classées, à travers la mise en place de mécanismes incitatifs générateurs de revenus pour les populations locales. Les bénéficiaires directs de ce projet seront les agriculteurs et les communautés tributaires de la forêt (environ 345 000 personnes). Il s'agit du premier programme pilote de la mise en œuvre de la politique forestière nationale, lancée en 2017, avec pour objectif une agriculture sans déboisement à l'horizon 2020.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Mali : le Trésor public prévoit de mobiliser 833 M EUR via des émissions de titres sur le marché financier régional en 2018**

La direction nationale du Trésor et de la comptabilité publique (DNTCP) vient de publier le calendrier prévisionnel des émissions des titres publics sur le marché financier régional de l'UEMOA. Le montant total des émissions de titres prévues pour l'année 2018 s'élève à 833 M EUR. Deux instruments seront utilisés : les bons du Trésor (9 émissions pour une valeur de 292 M EUR) et les obligations (13 émissions pour 541 M EUR).

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Togo : lancement du Projet d'appui aux pistes rurales (PAPR)**

Une convention de financement pour le Projet d'appui aux pistes rurales (PAPR) a été signée entre l'AFD (prêt souverain de 10 M EUR), la coopération allemande (KfW) (subvention de 17 MEUR) et l'État togolais (7,9 M EUR) ainsi que les filières agricoles concernées (500 000 EUR). D'un coût global de 35,4 M EUR, ce projet permettra la réhabilitation de 900 km de pistes rurales dans les régions cotonnières et 85 km de pistes dans les zones de culture de rente (café et cacao).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Ghana : 750 M USD nécessaires au Cocobod pour réhabiliter les plantations de cacao

Le Ghana Cocoa Board (Cocobod) chercherait à obtenir un prêt de 750 M USD afin de financer un programme de réhabilitation de 200 000 hectares de cacaotiers, soit 50 % de la surface de production actuelle de cacao au Ghana. Le niveau de production du pays serait en effet en péril. Selon le Cocobod, 25 % des cacaotiers seraient trop âgés et offriraient de trop faibles rendements ; 20 % auraient été infectés par la maladie et devraient s'éteindre dans les 4 prochaines années. Le prêt recherché permettrait de financer de nouvelles plantations et un plan d'incitation en faveur des agriculteurs, offrant des compensations pour la perte de revenus qu'entraîneraient les coupes de cacaotiers.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Côte d'Ivoire : 64,5 ha de cacaoyers seront arrachés dans la zone d'Alépé en raison du swollen shoot

L'agence nationale d'appui au développement rural (ANADER) d'Alépé (45 km Nord-est d'Abidjan) va arracher 64,52 ha de cacaoyers infectés par le swollen shoot, dans le cadre du programme de lutte contre cette maladie. Le Conseil Café-cacao prévoit d'arracher au total 300 000 vergers de cacaoyers infectés sur les trois prochaines années. Cette situation n'a pour l'instant pas d'impacts significatifs sur la production. La récolte de la campagne cacaoyère 2017-2018 a déjà franchi la barre du million de tonnes. Le gouvernement vise une production totale de 1,943 Mt, après le record de plus de 2 Mt atteint lors de la campagne précédente.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Niger : restitution de l'évaluation de la campagne agro-sylvo-pastorale 2017

La campagne agro-sylvo-pastorale et hydraulique d'hivernage 2017 a connu un démarrage précoce, une pluviométrie irrégulière et une pression parasitaire relativement faible. Même si 31 % des villages sont déclarés déficitaires à plus de 50 % en productions céréalières, la situation alimentaire est actuellement satisfaisante dans toutes les régions. Les résultats provisoires donnent une production céréalière brute de 5 Mt. La production des cultures irriguées est estimée à 700 000 t équivalent céréalière. La production fourragère par département est évaluée à 15,7 Mt de matières sèches, soit un déficit de 11 Mt.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Afrique du Sud : du nouveau à la tête d'Eskom

Un nouveau conseil d'administration a été nommé à la tête d'Eskom. Ces nominations s'inscrivent dans un plan de restauration de capacité d'Eskom. Ce nouveau conseil a été accueilli très positivement par les milieux d'affaires, du fait de son expertise et intégrité. Par ailleurs, de nombreux cadres dirigeants d'Eskom ont démissionné cette semaine, en particulier l'ancien CFO Anoj Singh et Prish Govender, tous deux concernés par des allégations de malversations dans l'attribution de contrats et de collusion avec la famille Gupta. Entendu à la commission d'enquête parlementaire, Matshela Koko refuse quant à lui de partir malgré des appels au départ de la communauté d'affaires.

✉ [lea.bettini@dgtresor.gouv.fr](mailto:lea.bettini@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Zambie : le président Edgar Lungu a déclaré la Zambie prête à découvrir l'énergie atomique

Cette annonce s'est faite pendant une visite du directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Le président a demandé de l'aide à l'AIEA sur l'aspect législatif et normatif, sur la sensibilisation du grand public ainsi que pour l'accès à des équipements de pointe.

✉ [lea.bettini@dgtresor.gouv.fr](mailto:lea.bettini@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : projet de loi pour la réalisation d'un parc éolien de 100MW

Le projet de loi concernant la réalisation du parc éolien de 100MW de Boulanoir financé par le Fonds OPEP pour le développement international, vient d'être adopté. 18 M USD (14,8 M EUR) remboursables sur 20 ans ont été prêtés par le Fonds à un taux d'intérêt de 1,75 % par an. Le projet a également bénéficié en 2016, d'un financement complémentaire du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) d'un montant de 3,7 Mds M RU (86,2 M EUR).

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Mauritanie : Sterling Energy Plc met fin à l'accord de financement sur Chinguetti

Le pétro-gazier britannique Sterling Energy Plc., annonce avoir mis fin à l'accord signé en 2004 avec le gouvernement mauritanien et la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM) pour l'exploitation du champ Chinguitty. La production des puits devrait cesser courant 2018. Pour mémoire, Sterling avait estimé la valeur des coûts de démantèlement du site à 31,4 M USD (25,2 M EUR).

✉ [mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr](mailto:mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Ethiopie : démarrage du projet de gaz naturel dans l'Ogaden**

La société chinoise POLY-GCL a finalisé l'accord pour investir 4 Mds USD dans un projet de gaz naturel dans l'Ogaden (région éthiopienne située à la frontière avec la Somalie). Le projet devait initialement démarrer en 2017 mais a pris du retard du fait des négociations avec Djibouti. Le projet comprend un gazoduc, une usine de liquéfaction et un terminal d'exportation à Damerjog (Djibouti). Le gazoduc transportera 12 milliards de mètres cubes de gaz naturel par an entre l'Ethiopie et Djibouti, qui seront ensuite exporté en Chine. L'usine de liquéfaction a une capacité de 10 millions de tonnes par an de gaz naturel liquéfié (GNL), mais la production devrait commencer en 2020 à seulement 3 millions de tonnes par an.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Kenya : investissement de Total dans l'oléoduc de Lamu**

Total SA s'est engagée à investir dans le projet d'oléoduc entre Lockichar et Lamu, conçu pour évacuer le pétrole kenyan découvert en 2012 dans la région de Turkana. Cet engagement est une contrepartie à l'approbation du gouvernement kényan de l'acquisition par Total des parts locales de la société Maersk Oil, qui détient des licences d'exploration pour trois sites potentiels, aux côtés de Tullow Oil et Africa Oil. Total investit déjà dans la réalisation de l'oléoduc entre l'Ouganda et la Tanzanie pour acheminer le pétrole des gisements ougandais. Le gouvernement a annoncé la semaine dernière avoir lancé l'appel d'offre pour la conception de l'oléoduc de Lamu, qui déterminera le coût du projet, estimé dans le passé à 2 Mds USD (200 Mds KES).

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Soudan : réouverture probable du marché pétrolier soudanais**

La société américaine de fourniture de services pétroliers Baker Hughes entreprend actuellement des démarches administratives en vue d'ouvrir un bureau à Khartoum. Le Soudan, qui produit actuellement 100 000 barils par jour, souhaite rouvrir son secteur pétrolier aux entreprises occidentales, ce qui aurait pour effet d'augmenter à terme significativement sa production. Le nom de Chevron a été cité plusieurs fois dans la presse locale. Par ailleurs le Soudan du Sud, qui produit sensiblement le même volume, et le Soudan ont signé en septembre 2017 un « Mutual Oil Cooperation Agreement », ouvrant pour la première fois la porte à une coopération pétrolière de grande ampleur entre les 2 pays.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Djibouti : pose de la première pierre de l'usine de dessalement**

Ce 18 janvier s'est tenue la cérémonie de la pose de la première pierre de l'usine de dessalement de Djibouti présidée par le Président de Djibouti, Ismael Omar Guelleh (IOG). Le projet, financé par un don de l'Union Européenne (67,5 M EUR) s'est concrétisé par la signature le 24 mai 2017 du contrat de construction de cette usine de dessalement (attribué au groupement franco-espagnol EIFFAGE-TEDAGUA), la maîtrise d'œuvre déléguée étant quant à elle confiée au cabinet français Merlin. Les retombées pour les entreprises françaises avoisineraient 50 M EUR. L'usine de dessalement dans sa phase 1 permettra la production par osmose inverse de quelques 22 500 m<sup>3</sup>/jour. Des discussions sont également en cours pour le financement de la phase II (22 500 m<sup>3</sup>/jour supplémentaires).

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

## ▼ Industries

### ▼ Nigéria : le FPSO Egina de Total accoste à Lagos

L'unité flottante de traitement, de production et de stockage (FPSO) opérée par le groupe français Total est arrivée mercredi 24 janvier à Lagos en provenance de Corée du Sud. Le bateau, qui dispose d'une capacité de stockage de 2,3 M de barils qui seront forés en eaux très profondes (1 400 à 1 700 m de profondeur) sur le champ pétrolier d'Egina, constitue le plus gros projet d'investissement actuel dans le secteur pétrolier nigérian, valorisé à 16 Mds USD. Le projet, premier du type au Nigéria et en Afrique à assembler localement six des modules qui seront intégrés au bâtiment, devrait être opérationnel au quatrième trimestre 2018, où il générerait alors 200 000 bpj, soit près du 10<sup>ème</sup> de la production nigériane.

✉ [julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Le gouvernement ghanéen signe un contrat d'exploration avec Exxon Mobil

Le gouvernement ghanéen a signé un accord avec Exxon Mobil portant sur l'exploration et l'éventuelle exploitation des champs offshore de Deepwater Cape Three Points, situé à 150 km des côtes du pays, entre 2 000 et 4 000 mètres de profondeur. L'entreprise américaine disposera de 80 % des parts du consortium formé dans le cadre du contrat. 15 % seront détenues par la Ghana National Petroleum Company et 5 % seront réservées à une éventuelle tierce partie ghanéenne. Selon le gouvernement, la rareté des technologies détenues par Exxon Mobil et sa connaissance de la plaque géologique sur laquelle se trouve le champ de DCTP justifiaient des négociations directes avec la super major.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ EDF créé l'entreprise Zegha et lance ses opérations off-grid au Ghana

EDF a annoncé le lancement prochain de ses activités de production d'électricité off-grid au Ghana par le truchement de l'entreprise Zegha, qu'il a fondée aux côtés de la start-up américaine Off Grid Electric (OGE) et du conglomérat ghanéen CH Group. EDF et OGE collaborent déjà dans ce domaine en Côte d'Ivoire à travers l'entreprise Zeci qui affiche aujourd'hui plus de 10 000 clients après un an d'activité. Zegha fournira des kits solaires adaptés aux milieux urbains et ruraux, capables de produire et de stocker l'énergie nécessaire à l'alimentation électrique d'équipements de base. Zegha espère ainsi conquérir 20 à 25 % des parts du marché de l'électricité off-grid d'ici 2022 et créer 1 000 emplois au Ghana.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Services

### ▼ Nigéria : libéralisation du marché de l'aviation

L'accord sur le marché unique du transport aérien africain (SAATM) est entré en vigueur jeudi 25 janvier, qui permet aux 23 pays signataires un accès libre aux voix aériennes des pays concernés dans le but d'accroître les connectivités régionales. Selon l'organisation nigériane des compagnies aériennes (AON), cette régulation pourrait nuire aux compagnies locales, qui subissent notamment des problématiques de taux de change. Près de 50 compagnies auraient ainsi fait faillite ces 18 dernières années selon l'AON.

✉ perrine.guerin@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Nigéria : 9mobile et Bango lancent 9pay

9mobile et l'entreprise britannique Bango se sont associés pour lancer 9pay, une plateforme de paiement mobile destinée à passer des achats pour les contenus digitaux disponibles sur Google Play. Selon Ray Anderson, CEO de Bango, 76 % du trafic internet au Nigéria se fait depuis des plateformes mobiles, et le système Android représentait en 2016 60 % des parts de marché des systèmes d'exploitation. Pour rappel, l'opérateur nigérien 9mobile fait actuellement l'objet d'une procédure de rachat. Seulement deux des cinq repreneurs en lice, à savoir Teleology Holdings et Smile Telecom Holdings, auraient fait une offre financière à respectivement plus de 500 M USD et près de 300 M USD.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Africell et Sierratel font passer la Sierra Leone à la 4G

Les opérateurs Africell (Liban) and Sierratel (Sierra Leone, détenue à 100% par le gouvernement) ouvrent leur réseau à la 4G. Joe Abass Bangura, directeur des affaires générales d'Africell, annonce une connexion 5 à 7 fois plus rapide que la 3G ainsi que l'absence de frais supplémentaires pour les forfaits 4G. Edward Sesay, directeur général de Sierratel, indique que le réseau 4G couvre Freetown et la plupart des zones du pays. Pour information, d'après une étude de la BBC (Media Action) datant de 2016, si 53 % des adultes sierra-léonais possèdent un téléphone mobile et 83% y ont accès, seuls 26 % des possesseurs de téléphones portables ont un téléphone ayant accès à internet.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

### ▼ Afrique du sud : Reunert rachète SkyWire

Le groupe Reunert, coté au JSE, a annoncé sa volonté de racheter SkyWire Technologies. Reunert est présent sur 3 segments : ingénierie électrique, technologies de l'information et de la communication et électronique. Ce rachat viendrait compléter son offre TIC.

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ **Namibie : MTC annonce le déploiement de 500 tours télécoms**

MTC, principal opérateur de téléphonie mobile namibien, a annoncé le déploiement de 500 tours télécoms en zones rurales au cours de l'année. Le projet « 081Every1 », estimé à 104 M USD, est destiné à l'amélioration de la couverture réseau du pays et particulièrement des communautés rurales. 40 entreprises namibiennes ont été retenues pour contribuer au projet. MTC est également en phase de modernisation du réseau avec le lancement de la 4,5G à Windhoek.

✉ [blandine.aigron@businessfrance.fr](mailto:blandine.aigron@businessfrance.fr)

▼ **L'Angola prévoit de réhabiliter 6 000 KM de routes, sur les 26 000 km du pays**

Ces données ont été présentées par le Directeur général de l'Institut National Angolais de la Route (INEA). Selon António Resende, de ces 6 000 KM de route dont la réhabilitation est encore à attribuer, 4 000 KM seront asphaltés pour la première fois.

✉ [quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Kenya : les tarifs de fret de la ligne à écartement standard entre Mombasa et Nairobi diminués de moitié pour trois mois**

KRC, la société nationale en charge du réseau ferroviaire, diminuera de moitié les tarifs de fret de la nouvelle ligne à écartement standard (SGR) pendant trois mois à partir du 5 avril. Les transporteurs paieront un tarif fixe incluant les frais de manutention de 340 USD (35 000 KES) pour le transport de Mombasa à Nairobi d'un container de 20 pieds et 389 USD (40 000 KES) pour un container de 40 pieds. Cette offre vise à promouvoir le service de transport ferroviaire de marchandises lancé le 1<sup>er</sup> janvier. Elle fait suite aux demandes des professionnels qui se plaignent du manque d'attractivité du fret, notamment du fait des surcoûts induits par la rupture de charge et le « dernier kilomètre » du transport, et par la lenteur des services de déchargement au dépôt de container à Nairobi.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : fin programmée des dessertes d'Air Seychelles vers Tananarive**

La compagnie aérienne seychelloise a annoncé le 23 janvier un plan de restructuration de ses activités qui priorise ses réseaux domestiques et régionaux. Outre l'arrêt des vols Paris-Mahé, la liaison vers Tananarive sera supprimée à partir du 24 avril. Des alternatives sur d'autres vols seront proposées aux passagers ayant réservé au-delà de cette date, ainsi que des notifications de changement d'itinéraire. Air Seychelles avait signé un accord de partage de code avec Air Madagascar en septembre 2016 mais en raison de l'épidémie de peste à Madagascar, elle avait dû suspendre le 8 octobre dernier ses trois vols hebdomadaires vers Tananarive, avant de les reprendre le 12 janvier.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Maurice : services financiers : la juridiction mauricienne sous la loupe de l'Harvard Law School et de McKinsey**

Les autorités entendent donner une nouvelle impulsion et un renforcement de la compétitivité du secteur financier mauricien, confronté à la concurrence de places comme Nairobi ou Lagos. D'ici 2020, l'objectif assigné est une contribution à hauteur de 15,0 % du Pib contre 12,1 % actuellement. En complément d'un «livre bleu» qui vient d'être remis au ministère des Services financiers par la direction de l'Harvard Law School, une autre étude a été commanditée auprès du cabinet américain McKinsey. En parallèle, le gouvernement travaille à sa mise en conformité complète aux règles de l'OCDE et de l'Union européenne.

✉ [hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtrésor.gouv.fr)

## ENTREPRISES

---

### ▼ Ghana : un nouveau système d'interopérabilité des paiements fourni par Gemalto

L'entreprise Gemalto a conclu un accord avec une filiale de la Banque centrale ghanéenne, portant sur la fourniture d'un nouveau système d'interopérabilité des paiements compatible avec le standard Europay Mastercard Visa. A terme, son installation rendra possible l'émission au Ghana de cartes bancaires plus sûres et compatibles avec l'ensemble des établissements bancaires et marchands du pays.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Bénin : Poly décroche le contrat de la construction administrative d'Abomey-Calavi

Le groupe chinois Poly International Holdings Co. a été choisi par le ministère du cadre de vie et du développement durable pour la construction de la Cité administrative d'Abomey-Calavi et des Cités administratives départementales. Poly réalisera le programme en mode Build Own and Transfer (BOT) pour une enveloppe de 140 Mds FCFA (213,2 M EUR).

✉ [pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Tchad : léger remaniement du gouvernement tchadien

M. Ahmat Mahamat Bachir a été rappelé au ministère de la Sécurité publique le 27 janvier en remplacement de M. Ahmadaye Abdelkrim Bokit. Ce léger remaniement ministériel intervient dans un contexte de tensions sociales grandissantes. Le 25 janvier, une manifestation, interdite par les autorités, avait donné lieu à quelques débordements dans la capitale tchadienne. Les manifestants entendaient dénoncer l'entrée en vigueur de nouvelles mesures d'austérité suite au vote de la nouvelle loi de finances. Une nouvelle manifestation, tenue le 29 janvier, a conduit à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

### ▼ Burkina Faso : 5<sup>ème</sup> édition d'Africallia du 21 au 23 février

La 5<sup>ème</sup> édition du forum multisectoriel de développement des entreprises Africallia se tiendra du 21 au 23 février 2018 à Ouagadougou. Organisée par la chambre de commerce et d'industrie du Burkina Faso, elle cible particulièrement les PME et les PMI des différents secteurs d'activités (banques et assurances, BTP, artisanat, mines, industrie manufacturière, télécommunications, etc.). 16 pays et 258 entreprises ont confirmé leur participation, dont une trentaine d'entreprises françaises.

✉ [michel.dhe@dgtresor.gouv.fr](mailto:michel.dhe@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Côte d'Ivoire : conférence sur les bonnes pratiques du secteur bancaire du 22 au 23 février

Du 22 au 23 février, à Abidjan, se tiendra une conférence sur le thème « Stratégie de bancassurance et meilleures pratiques pour les banques et les assureurs en zone CIMA ». Organisée par West Africa Business School en collaboration avec Africa Brokers' Company cette conférence rassemblera des experts issus des principales institutions financières africaines et des places financières mondiales. Pour mémoire la zone Conférence interafricaine des marchés d'assurances (CIMA) regroupe : le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la République Centrafricaine, le Tchad, le Congo, le Gabon, la Guinée -Bissau, la Côte d'Ivoire, le Mali, le Niger, la République de Guinée équatoriale, le Sénégal et le Togo.

✉ [julie.bompas@dgtresor.gouv.fr](mailto:julie.bompas@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Togo : mission de la Banque mondiale sur le secteur minier

Une mission de la Banque mondiale se déroule à Lomé du 29 janvier au 2 février 2018, afin de procéder au suivi du Projet de développement et de gouvernance minière (PDGM), financé intégralement par cette même institution à travers le fonds AID. Il sera question de faire le point sur le renforcement des capacités institutionnelles et du système de gouvernance des organisations impliquées dans la gestion du secteur minier au Togo.

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

#### Contacts

[Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr](mailto:Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr)

[anne.cussac@diplomatie.gouv.fr](mailto:anne.cussac@diplomatie.gouv.fr)

[tresor-communication@dgtresor.gouv.fr](mailto:tresor-communication@dgtresor.gouv.fr)

#### Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

#### Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

[objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

#### AVEC LE CONCOURS DE :

